

Le pouvoir aux travailleurs

16 AVR 2000

N° 73

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- LES 100 JOURS DE LA JUNTE AU POUVOIR	2 - 3
- "FRONT PATRIOTIQUE" : UN FRONT EN CACHE UN AUTRE	4
- QUAND GBAGBO DIT QU'IL EST "CHOQUE"	4
- COTIVO : LES TRAVAILLEURS EN GREVE	5
- NON AU LICENCIEMENT DES ENSEIGNANTS DU LYCEE ADAMA SANOGO !	5
- LES ORDURES SONT TOUJOURS LA !	6
- SGS : DES LICENCIEMENTS SCANDALEUX !	6
- DES RACKETEURS, IL Y EN A MEME DANS LES MAIRIES	6 - 7
- SOTROPAL : UN EXEMPLE D'INJUSTICE, EN TOUTE LEGALITE	7
- LA GALERE DES TRAVAILLEURS DE SIALIM	7 - 8
- SENEGAL : AVEC WADE COMME AVEC DIOUF, C'EST TOUJOURS LA DEFENSE DES INTERETS CAPITALISTES	9 - 10
- ZIMBABWE : L'OCCUPATION DES FERMES, UNE MANOEUVRE DEMAGOGIQUE DU GOUVERNEMENT	10 - 11
- OUGANDA : PROLIFERATION DE SECTES TUEUSES SUR FOND DE DETRESSE	12

LES 100 JOURS DE LA JUNTE AU POUVOIR

Cent jours après le coup d'Etat, quel est donc le bilan ?
Tout dépend évidemment quel point de vue on adopte.

Côté bailleurs de fonds et autres pays impérialistes, ils ne peuvent pas trop se plaindre. Après quelques faux pas très vite corrigés, le gouvernement actuel a vite fait de reconnaître les vrais maîtres. Même les 18 milliards de l'Union européenne détournés, qui avaient pourtant fait tant de tapage, symbolisant la rapine du pouvoir de Bédié, ont été paraît-il "remboursés". Ou plus exactement, l'Etat ivoirien se serait "remboursé" lui-même en remettant cette somme là où elle était destinée, au ministère de la santé.

Côté ex-dignitaires du pays, ceux-là mêmes qui avaient été renversés, là aussi, après quelques maladroites du nouveau pouvoir, sous la pression, il faut le dire, des militaires du rang, les choses sont très vite rentrées dans l'ordre. Ceux-là mêmes qui avaient dilapidé les caisses de l'Etat ou qui en avaient été les complices sont aujourd'hui, sinon au pouvoir, en tant que "conseillers", du moins, continuent de parader, comme par le passé, dans leurs grosses voitures. Rien ne semble avoir changé pour ces derniers. Grâce à leur argent amassé durant 40 ans de pouvoir, ils sont aujourd'hui "dans les affaires". Oh, il y a bien eu une demi-douzaine de ces ex-dignitaires sacrifiés, dans l'opération "main propre". Mais c'était, comme on l'a vu, plus de la réclame qu'autre chose. Ce sont juste quelques sous-fifres qui ont été "sacrifiés". Les anciens préfets, ministres, parlementaires, PDG de sociétés d'Etat et autres détourneurs de fonds publics sont toujours là, sinon au pouvoir, du moins dans les allées du pouvoir. Bédié, lui-même, serait en train de négocier son retour au pays pour se présenter, dit-on, aux prochaines élections présidentielles. Vrai ou faux ? Le seul fait que ces rumeurs courent montre que ces gens-là n'ont pas grand-chose à craindre du nouveau pouvoir.

Du côté de la bourgeoisie locale, après les premières frayeurs du coup d'Etat, Robert Guéi l'a très vite rassurée. Surtout quand il a annoncé qu'il ne sera "pas question d'augmentation des salaires" pour les travailleurs, comme pour

dire aux patrons "vous pouvez continuer à exploiter comme par le passé, messieurs les capitalistes".

Enfin, du point de vue de la classe ouvrière et de la population pauvre, les choses n'ont pas non plus changé. Si les travailleurs ont obtenu quelques petites améliorations de salaires, ce fut, comme par le passé, le résultat de leurs propres luttes. Or, des luttes, des grèves des travailleurs, il y en a eu bien quelques-unes depuis le coup d'Etat, avec la faille ouverte par les militaires du rang. Mais les résultats obtenus par ces grèves sont somme toute mineurs, conformes au rapport des forces entre la bourgeoisie rassurée par le soutien du pouvoir en place d'une part, et le morcellement des luttes des travailleurs eux-mêmes d'autre part. Personne, aucun parti politique, aucun syndicat n'a appelé à une lutte d'ensemble, généralisée, qui seule pouvait faire fléchir et la bourgeoisie et le gouvernement en place.

On a vu comment ce pouvoir vient de donner une fin de non recevoir, même aux enseignants "raccrochés".

Si le nouveau gouvernement a annoncé depuis Yamoussoukro, réuni justement pour faire le bilan de ses 100 jours de pouvoir, la suppression des voitures de fonction, du téléphone, etc, des dignitaires du gouvernement, c'est apparemment par pur calcul contre les travailleurs. L'objectif visé n'est apparemment pas de priver tout ce gratin de quelques avantages dûs à leur fonction. Mais plutôt de pouvoir mieux refuser, ou limiter au minimum, toute sollicitation venant des petits fonctionnaires et des travailleurs du secteur privé lors du premier mai prochain. Nombreux sont en effet les travailleurs qui ont encore bien des illusions envers le nouveau pouvoir. Beaucoup pensent que si rien n'a été fait jusque-là pour eux, c'est peut-être en attendant le 1er mai. Maintenant, avec ces quelques restrictions annoncées en grande pompe, Guéi pourra leur dire : "messieurs, s'il y avait de l'argent, vous croyez que nous aurions pris toutes ces mesures de restrictions budgétaires" ?

Ce qui est sûr, c'est que lors du 1er mai prochain, même si Guéi faisait un petit geste dans le sens de donner quelque chose, ce sera tout juste des miettes. Certainement pas à la hauteur des attentes, ni des besoins réels des travailleurs. Ceux-ci n'ont rien à attendre d'aucun pouvoir. Les travailleurs n'auront que ce qu'ils seront capables d'imposer par leurs luttes.

"FRONT PATRIOTIQUE" : UN FRONT EN CACHE UN AUTRE

Après s'être lié au RDR, cet ex-appendice du PDCI, voilà que le FPI se lie au sein d'un "Front patriotique" avec le PDCI lui-même.

Pour tous ceux qui croient aux discours des politiciens sur leur prétendue division entre "droite" et "gauche" ont de quoi perdre leur latin.

Surtout quand ils ont entendu un Gbagbo, lors de cette fameuse conférence où se sont retrouvés unis, PDCI, FPI, USD, PIT, etc, et autres syndicats tel que le Synarès, au sein de ce fameux "Front patriotique", saluer publiquement, devant les micros, en plein discours, un xénophobe notoire qu'est Pépé Paul, présent aussi dans la salle.

Qu'ils se disent de "droite"

ou de "gauche", ce qui est sûr, c'est que tous ces gens, les Gbagbo, les Bédié, les Alassane et tous les sous-fifres à leur solde, sont capables de tout pour parvenir au pouvoir.

L'imbroglie est tel qu'un journaliste, ne sachant, à juste raison, où placer Ahipeud Martial fraîchement rentré au pays, dans cet "échiquier politique", lui a demandé où faut-il le mettre ? Et ce dernier de répondre : "je soutiens Guéi. J'estime beaucoup le président du RDR. Mais étant de gauche, je me retrouve dans la politique du FPI et celui du PPS".

Sauf que dans cette histoire, Guéi est un militaire qui n'a rien de "gauche" ; le FPI fait la cour au PDCI. Quant au PPS, il soutient le RDR. C'est ce qu'on appelle vouloir manger à tous les râteliers.

QUAND GBAGBO DIT QU'IL EST "CHOQUÉ"

Gbagbo a déclaré qu'il était "choqué que quelqu'un qui a été vice-gouverneur de la BCEAO et fonctionnaire au FMI au titre de la Haute-Volta soit candidat".

Par contre, il n'a nullement été "choqué" de la candidature de Bédié, cet escroc et affairiste notoire prêt à entraîner le pays dans la barbarie pour se maintenir au pouvoir.

Il n'a pas non plus été choqué d'aller rendre visite à ce même Bédié chez lui à Paris pour "s'enquérir de sa santé".

Il fréquente tous ces personnages puants de l'ancien régime et entonne avec eux des refrains xénophobes sans que cela ne le "choque". Vraiment il y en a qui n'ont pas le nez sensible aux odeurs nauséabondes de la pourriture politique !

*

*

*

L E U R S O C I E T E

COTIVO : LES TRAVAILLEURS EN GREVE

Les travailleurs de l'usine Cotivo, un complexe industriel textile, situé à Agboville sont en grève depuis le 28 mars. Ces travailleurs, au nombre d'un peu plus d'un millier, présentent une liste de 28 revendications dont le non-paiement des jours fériés chômés et payés, des remboursements relatifs à la CNPS, des problèmes inacceptables que rencontrent les retraités, et bien d'autres d'ordre salarial ou liés aux conditions de travail.

En plus de ces revendications, les travailleurs exigent le départ du chef du personnel. Ce dernier, zélé et à plat ventre devant le patron, se croyait tout permis à l'égard des

travailleurs, bafouant leur dignité.

La direction, avec l'appui actif du préfet et des avocats qu'elle s'est assigné, a déclaré la "grève illégale".

On ignore pour l'instant, la suite de cette grève. En tout cas, quel que soit le résultat final, les travailleurs n'ont pas d'autres choix pour se faire respecter. Il n'y a pas, non plus, à s'étonner que la direction et ses serviteurs préfets et autres avocats déclarent cette grève "illégale", du moment que les travailleurs ont touché la bourgeoisie et leur suite là où ça leur fait mal.

**NON AU LICENCIEMENT DES ENSEIGNANTS
DU LYCEE ADAMA SANOGO !**

Une soixantaine d'enseignants du lycée Adama Sanogo ont été licenciés pour "grève illégale".

En effet, à la suite de la grève déclenchée les 6 et 7 avril, le fondateur de cet établissement, Adama Sanogo, ex-maire d'Abobo, a estimé cette grève illégale sous prétexte qu'il n'y aurait pas eu de préavis de grève. Les enseignants revendiquent des

augmentations de salaire, l'embauche pour tous, le paiement des heures supplémentaires et leur déclaration à la CNPS.

Que leur lutte soit considérée comme légale ou pas, les enseignants ont mille fois raison de ne pas accepter l'injustice des bas salaires et des conditions de travail précaires.

L E U R S O C I E T E

LES ORDURES SONT TOUJOURS LA !

Une fois le coup de publicité terminé, on n'entend plus parler des ordures qui jonchent les rues et envahissent de plus belle les quartiers pauvres.

Dans cette affaire, tout le monde semble se laver les mains. Les maires des 10 communes d'Abidjan disent que ce n'est pas leur affaire ; Mobio, le maire central, à qui revenait jusque-là la gestion de ces ordures semble avoir, lui aussi, laissé tout tomber, depuis le jour où le

pouvoir en place a pris le dossier en main. Celui-ci a distribué la part du gâteau à trois principales entreprises de collectes d'ordures, dont la multinationale Vivendi, oubliant apparemment l'entreprise de ramassage d'ordures de Mobio lui-même.

Toute cette affaire n'a pas l'air d'avoir une bonne odeur. En attendant que tout ça prenne forme, tant pis pour les odeurs et les risques de maladies dans les quartiers populaires !

SGS : DES LICENCIEMENTS SCANDALEUX !

Trente-trois employés d'une division de la société SGS, une société d'inspection de contrôle des produits pétroliers et pétrochimiques ont été licenciés pour fait de "grève illégale".

Les travailleurs de cette entreprise n'ont fait que revendiquer le paiement des heures supplémentaires non payées, ainsi que des augmentations de salaire.

Il a suffi que la direction ait jugé la "grève illégale" pour avoir, elle, le "droit", en toute "légalité", de jeter des travailleurs à la rue.

Pour ces exploitateurs, ne pas payer les heures supplémentaires serait tout à fait "normal" ; par contre, lutter et revendiquer leur paiement ne le serait plus.

DES RACKETEURS, IL Y EN A MEME DANS LES MAIRIES

A Sinfra, une ville de l'intérieur du pays, les tireurs de "pousse-pousse" sont en grève.

Jusque-là, ces derniers payaient la somme de mille francs par mois de taxe communale. Soit.

L E U R S O C I E T E

Mais voilà que d'un seul coup, la mairie décide du jour au lendemain le doublement de cette taxe, passant ainsi à 2000 francs par mois. En plus, le maire exige le versement obligatoire de 6 mois de

taxes par avance !

Qu'est-ce ? Sinon du racket de la part d'un maire qui va bientôt être obligé de mettre en jeu sa place, et qui risque bien de ne plus la retrouver ?

SOTROPAL : UN EXEMPLE D'INJUSTICE, EN TOUTE LEGALITE

Sotropal, c'est une usine de fabrique d'allumettes. Elle est fermée depuis le 15 juillet 1999 pour "chômage technique" de deux mois. Comme cela s'est avéré par la suite, ce "chômage technique" n'était qu'une tromperie pour camoufler un licenciement général et la fermeture de cette usine sans le paiement d'aucune sorte d'indemnité ni d'aucun "droit" aux travailleurs.

Mais les travailleurs ne l'entendant pas de cette oreille, viennent de séquestrer le patron pour lui réclamer, entre autres choses, quelque 9 mois d'arriérés de salaire. Ce patron s'en est

enfin de compte sorti, escorté par la police. - Eh oui, toujours dans le camp de la "justice" celle-là!

Quelle est cette société où un homme peut décider d'affamer des dizaines, voire des centaines de familles, et pour qui "la justice" prend ensuite fait et cause ?

Cette même justice qui, par ailleurs, déclare des luttes des travailleurs "illégales" et qui autorise en toute impunité, en toute "légalité" des exploiters à licencier des travailleurs, alors que ces derniers ne font que défendre leur droit à la vie.

LA GALERE DES TRAVAILLEURS DE SIALIM

Sialim est une usine de laiterie ultra-moderne située dans la zone industrielle de Yopougon. Cette usine a été liquidée il y a de cela deux ans.

Les travailleurs se sont ainsi retrouvés du jour au lendemain dehors sans aucune

ressource.

Ces travailleurs continuent de réclamer le reliquat de leurs "droits". Ils ont tout récemment bloqué les locaux du liquidateur de cette entreprise désigné par le tribunal.

L E U R S O C I E T E

Si ces travailleurs et leurs familles vivent la galère, il n'en va pas pareillement des administrateurs de cette entreprise qui sont les responsables directs de la faillite.

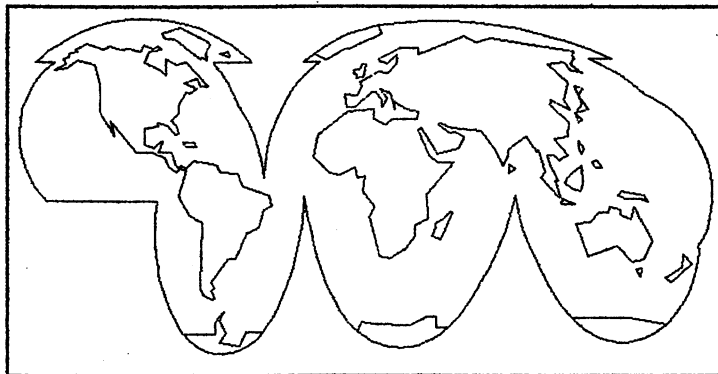
Il s'agit de René Diby, ex-ministre, Elleingand, ex-député et de Doukouré Moustapha, l'actuel maire de la commune de Yopougon,

etc.

Quel habitant de Yopougon ne connaît pas le "château Elleingand" situé dans cette commune, appartenant à l'ex-député déjà cité ?

Quand on sait, en plus, que parmi les nouveaux repreneurs de cette usine, il y a ceux-là mêmes qui l'ont mis en faillite, il y a de quoi être écoeuré.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

SÉNÉGAL :
AVEC WADE COMME AVEC DIOUF, C'EST TOUJOURS
LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS CAPITALISTES

Un des reproches qu'Abdoulaye Wade, lorsqu'il était dans l'opposition, faisait à Abdou Diouf était que celui-ci gaspillait l'argent de l'Etat notamment par la création du Sénat. Mais à peine arrivé au pouvoir, Wade prouve que lui aussi, sait gaspiller l'argent des contribuables en mettant sur pied un gouvernement pléthorique constitué de 27 ministres en plus du poste de premier ministre et de celui du directeur de cabinet présidentiel qui a rang de ministre d'Etat. Soit un nombre plus important de postes ministériels que sous Diouf. Près d'un tiers des postes ont été donnés aux membres du PDS et le reste partagé entre les partisans de Moustapha Niasse, ceux des autres partis politiques qui avaient soutenu dès le premier tour la candidature de Wade et quelques-uns à des personnalités proches de l'ancien régime.

Une grande partie de cette nouvelle équipe gouvernementale n'a en réalité de "nouveau" que le nom. La plupart des ministres, et non des moindres, sont issus de précédents gouvernements d'"union nationale" auxquels Wade lui-même a participé deux fois. Le premier ministre, Moustapha Niasse a été durant plusieurs dizaines d'années membre du PS de Diouf. Il avait déjà occupé pour une courte période le poste de premier ministre, puis celui des Affaires étrangères avant de claquer, en 1999, la porte du PS pour des raisons d'ambition personnelle. Il comptait devenir le "dauphin" de Diouf mais la place a été offerte à Tanor Dieng. C'est alors seulement qu'il a fondé son propre parti, l'AFP (Alliance des forces

du progrès). Lors du premier tour de l'élection présidentielle de février 2000, il a obtenu un score de près de 17%. C'est en échange de son ralliement à Wade pour le deuxième tour qu'il a décroché le poste de premier ministre.

Parmi les nouveaux arrivants il y a, entre autres, le leader de And-Jef, Landing Savané, un ancien maoïste reconverti à l'économie de marché. Il est censé apporter sa caution de "gauche" à l'équipe gouvernementale. Il a hérité du portefeuille de l'industrie, de l'artisanat et des mines.

A part quelques têtes qui ont disparu, il n'y a en réalité rien de particulièrement nouveau au gouvernement et encore moins pour ce qui concerne l'ensemble de l'appareil d'Etat. C'est le même personnel politique qui assure la continuité de l'Etat pour servir toujours les mêmes intérêts du système capitaliste, dont Wade lui-même est un farouche partisan déclaré puisqu'il ne cache pas qu'il est pour le libéralisme capitaliste. Mais par ses discours démagogiques à l'encontre du pouvoir de Diouf et du monopole exercé par le PS au sein de l'appareil d'Etat, il avait trouvé un certain écho favorable au sein de la population déshéritée des banlieues populaires de Dakar. Mais sa victoire électorale est due en grande partie au fait qu'une partie importante de la population des quartiers pauvres, plus particulièrement les jeunes, avait ras-le-bol de Diouf, au pouvoir depuis 20 ans, et sous lequel le niveau de vie de la population s'est beaucoup dégradé. Un certain nombre de ces laissés-

pour-compte ont plus ou moins cru au "sopi" (changement en Wolof) de Wade. Malheureusement, leur espoir sera vain. Car les exploités comme tous les exclus du système

capitaliste n'ont rien, mais absolument rien de bon à attendre de ce politicien bourgeois qui n'aura d'égard que pour les intérêts des exploités.

ZIMBABWE :
L'OCCUPATION DES FERMES,
UNE MANOEUVRE DEMAGOGIQUE DU GOUVERNEMENT

Ces derniers jours, la presse a parlé d'une "vague d'occupation des terres des Blancs" ou de "la peur des fermiers blancs" dont certains commenceraient à quitter le Zimbabwe. Aux dernières nouvelles, il y aurait un fermier blanc tué, provoquant un début de panique. Après vingt ans de pouvoir, le parti nationaliste de Robert Mugabe, la ZANU (Union nationale africaine du Zimbabwe - Front patriotique), se décide-t-il enfin à tenir sa promesse de redistribuer des terres sur la base de laquelle il a mobilisé ses partisans dans la lutte pour l'indépendance ?

A la fin du mois de février dernier, l'Association des anciens combattants du Zimbabwe (qui avaient participé à la guerre d'indépendance dans les années 70) a commencé à "occuper" des fermes "appartenant" aux Blancs. C'est un mouvement initialement pacifique consistant à s'introduire dans une ferme et à négocier avec le propriétaire blanc la signature d'une attestation par laquelle celui-ci s'engage à partager ses terres avec des paysans noirs. Près d'un millier sur 4.500 fermes seraient déjà "occupées" de cette manière par ladite association avec l'approbation du président zimbabwéen. C'est ce qui explique la non intervention de la police, malgré la décision de la Cour de justice d'expulser des fermes ces "anciens combattants" appelés aussi "vétérans".

Au Zimbabwe comme en Afrique du Sud, le problème de partage des terres se pose depuis plus d'un siècle, c'est-à-dire depuis la fin du 19ème siècle où les colonisateurs avaient exproprié les paysans noirs. Depuis cette période, la population pauvre n'aspirait pas seulement à la fin de l'oppression raciale, mais aussi à un changement social qui se traduirait entre autres par une réforme agraire. C'est d'ailleurs en promettant la redistribution des terres aux paysans que des partis nationalistes comme la ZANU-PF ont pu trouver une base sociale sur laquelle ils s'étaient appuyés dans leur lutte pour l'indépendance.

Mais depuis que le parti nationaliste de Robert Mugabe est arrivé au pouvoir en 1980, il n'a tenu aucune de ses promesses. Pire, une petite partie des terres que son gouvernement a rachetées au nom des paysans grâce à l'aide internationale n'ont pas été attribuées à ceux-ci, mais aux ministres et autres dignitaires du régime. Selon certains journaux, 70% des terres cultivables sont détenues par une infime minorité de fermiers blancs dans un pays qui compte plus de 11 millions d'habitants.

Tout comme dans les campagnes, il y a aussi dans les villes une concentration des richesses entre les mains des Blancs, comme l'a rapporté un journal : "L'avènement de la

majorité noire n'a pas empêché la minorité blanche de préserver, quasiment intacts, tous ses privilèges. Et les quelque 100.000 Blancs (1% de la population) qui sont restés au Zimbabwe après l'indépendance continuent de dominer les principaux secteurs de l'activité économique -tabac, mines, banques, agriculture- et vivent dans des maisons spacieuses avec piscines et cours de tennis".

A l'inverse, même si la petite bourgeoisie noire a profité de l'indépendance pour améliorer son sort, il y a un accroissement du chômage (touchant au moins la moitié de la population) et de la misère pour la majorité noire. Cette situation sociale catastrophique n'est pas seulement due à la crise économique, mais surtout à la politique des nationalistes qui ne s'attaquent pas à l'exploitation capitaliste.

Cette situation de misère entraîne un mécontentement grandissant de la population vis-à-vis du gouvernement corrompu et impopulaire. Cela s'est manifesté dans une certaine mesure lors du référendum constitutionnel de février dernier rejeté par 54,6% de "non", alors que le parti au pouvoir a organisé ces élections dans l'espoir de se faire plébisciter.

D'autres élections, législatives cette fois, sont prévues pour le mois de mai prochain. Le parti au pouvoir cherche donc à redorer rapidement son blason. C'est pourquoi, il apporte son soutien à la campagne pour le repartage des terres menée par l'Association des anciens combattants qui lui est d'ailleurs politiquement proche.

Mais il n'est pas dit que cette opération démagogique lui permette de garder une majorité élue au parlement. D'autant que devant les protestations de

l'"opposition" et surtout du FMI et de la Grande-Bretagne (l'ancienne puissance coloniale) contre ce qu'ils appellent l'occupation "illégal" des terres, un des deux vices-présidents zimbabwéens a cédé en demandant l'évacuation des fermes occupées.

Peut-être que le vice-président en question a fait cette déclaration en son nom personnel. Mais il n'est pas impossible que celle-ci reflète la position d'une bonne partie du gouvernement lui-même. Si les pressions des grandes puissances sont très fortes, il pourra reculer en s'en servant comme d'un cache-sexe pour couvrir son manque de volonté politique à respecter son engagement : rendre aux paysans leurs terres volées par des colons. Ce ne sera d'ailleurs pas la première fois que le gouvernement agira de la sorte, car il n'a pas l'intention de faire quelque chose en faveur des pauvres. Selon un témoignage rapporté par un journal, par exemple "en 1990, les fermes avaient été occupées pendant six mois par des paysans pauvres et des jeunes ruraux. C'est Robert Mugabe qui les avait convaincus d'arrêter le mouvement, avec la promesse d'une réforme agraire". Ce qui était une tromperie.

Eh bien, ce mensonge du gouvernement montre, s'il en était besoin, que le partage des terres qui est la moindre des choses et, d'une manière générale, l'amélioration des conditions de vie de la population dépendent avant tout des luttes de celle-ci. C'est pourquoi, les paysans pauvres, s'ils étaient mobilisés, pourraient par exemple aller au-delà de cette occupation de fermes plus ou moins téléguidée par le pouvoir. Ca sera déjà une façon plus efficace de régler ce problème agraire.

UGANDA :
PROLIFÉRATION DE SECTES TOLUÏQUES
SUR FOND DE DÉTRESSE

Un millier de personnes ou plus dont une grande partie d'enfants en bas âge ont été assassinées à travers de sortes de cérémonies religieuses macabres en Ouganda. La liste n'est malheureusement pas close car il ne se passe pas de semaines sans que les autorités ne découvrent de nouveaux charniers dans les décombres des églises incendiées par les "prophètes" avant que eux-mêmes n'aient pris la fuite. Ils se sont volatilisés mais pas avec les mains vides, puisque les gens qu'ils avaient réussi à enrôler avaient été dépossédés au préalable de leurs biens personnels. Les organisateurs de ces massacres à grande échelle sont des dirigeants d'une secte appelée "Mouvement pour la Restauration des dix commandements de dieu".

Cette secte n'est pas un cas unique dans cette région de l'Afrique. De nombreuses "Nouvelles Eglises" ont surgi à foison au Rwanda, au lendemain du génocide, ainsi que dans les deux Congo. Les populations de cette région sont particulièrement touchées par les événements politiques sanglants dans lesquels les ont plongées les bandes armées qui s'entre-déchirent pour le pouvoir.

Il en va de même en Sierra Léone et au Nigéria tous deux théâtre de guerre civile fratricide.

Mais au-delà de ces pays particulièrement touchés, les phénomènes de montée religieuse

connaissent incontestablement un développement important sur le reste du continent et cela depuis ces deux dernières décennies. Ces années correspondent en gros à la période de crise économique qui frappe inexorablement le continent africain. Des milliers de gens ont basculé durant cette période dans une misère effroyable et dans une situation de détresse physique et morale atroce. C'est cette situation perçue comme étant sans issue, qui est intenable pour l'immense majorité des populations car elles ne savent plus que faire ni où aller pour échapper à l'enfer qu'elles vivent quotidiennement. C'est cela qui fait l'affaire des sectes religieuses.

L'Afrique est devenue dit-on un continent sinistré. Mais cette constatation n'a rien à voir avec une quelconque fatalité ni à des catastrophes météorologiques. Les malheurs de l'Afrique sont dus à ce système économique dément qu'est le capitalisme. C'est un système qui est incapable d'organiser de manière rationnelle les richesses colossales produites de nos jours partout dans le monde et auxquelles les populations du continent africain ont droit. Ce n'est qu'avec la mise en place d'un nouveau système, cette fois basé sur la fraternité et la satisfaction des besoins de tous que les êtres humains pourront avoir d'autres choix que celui de tomber dans les griffes des marchands de paradis après la mort que sont les églises et les mosquées.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.